

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE - III

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Projet	1 – 3
Objectifs et Étendue de l'Audit	3 – 7
Résultats de l'Audit	7 – 8
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	9 – 10
États des Flux de Trésorerie	11
États des Investissements Cumulés	12
Notes afférentes aux États Financiers	13 – 19
Annexes I – II- III	
Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	20 – 22
Résultats	23 – 34

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE - III
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019

Le 30 janvier 2020

Monsieur Guito EDOUARD
Directeur Général
Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Pétion-Ville, Haïti

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III, exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), à travers l'Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) / Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA, qui sont composés de: l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du Projet. La Direction de la DINEPA est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROJET

Le 4 décembre 2017, la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un Accord de Financement Non Remboursable No. 4353 / GR-HA pour coopérer à l'exécution du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III. Le projet est devenu éligible au premier décaissement en date du 18 juillet 2018 avec une durée de cinq (5) ans, et le dernier décaissement étant fixé au 20 décembre 2022.

Le projet est exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers son Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST) et son Centre Technique d'Exploitation de la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (CTERMPP). L'OREPA Ouest sera responsable de l'exécution des composantes 1, 2 et 3 du Projet. Le Département rural de la DINEPA, dirigé par son coordonnateur, sera responsable de l'exécution de la composante 4 du Projet.

L'objectif global du Projet est d'améliorer la qualité de vie et les conditions sanitaires de la population de Port-au-Prince et des communautés rurales, via l'offre de services durables d'eau et d'assainissement. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) d'améliorer la couverture en eau et assainissement, la qualité du service et les pratiques d'hygiène à Port-au-Prince ; (ii) d'améliorer la couverture en eau et l'hygiène dans des zones rurales affectées par l'Ouragan Matthew et à l'OREPA Ouest; (iii) d'améliorer la viabilité financière du CTERMPP; et (iv) d'arriver à une réglementation effective du secteur par la DINEPA et à la déconcentration de l'OREPA Ouest. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes:

a) Composante I. Renforcement institutionnel du CTE-RMPP, de l'OREPA Ouest et de la DINEPA

Cette composante financera le recrutement d'experts internationaux, suivant un processus d'appel d'offres international, à des postes clés au CTE-RMPP, comme la production et la distribution d'eau, sur la base d'une nouvelle modalité de gestion à sélectionner en 2017.

b) Composante II. Appui à l'exploitation et à l'entretien

Cette composante financera les frais d'exploitation et d'entretien du CTE-RMPP (énergie, chlore, et équipement de réparation) qui ne peuvent être couverts par ses revenus annuels actuels.

c) Composante III. Investissements dans des ouvrages urbains d'eau potable et d'assainissement

Cette composante financera la réhabilitation du réseau public d'eau, y compris l'amélioration de la distribution d'eau et l'extension du réseau. Cette composante financera également la réfection du réservoir de Bolosse, la construction d'un nouveau réservoir d'environ 2,000 m³ à Vivy-Mitchell, environ 33,000 nouvelles connexions individuelles, et environ 95 kiosques nouveaux ou réhabilités, ainsi que l'amélioration de la distribution d'eau à Cite Soleil et les avant projets détaillés pour des travaux d'eau potable dans la Région métropolitaine de Port-au-Prince (RMPP).

Le coût total du Projet est estimé à soixante-cinq millions de Dollars (65,000,000 USD). Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par catégorie d'investissement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Catégories Budgétaires	Montant Approuvé
I. Coûts Directs	61,000,000.00
1. Renforcement institutionnel du CTE-RMPP, de l'OREPA et de la DINEPA	12,000,000.00
2. Appui à l'exploitation et à l'entretien	2,500,00.00
3. Investissements dans des ouvrages urbains d'eau potable et assainissement	39,500,000.00
4. Investissements en ouvrages ruraux d'eau	7,000,00.00
II. Administration du Projet	1,500,000.00
5. Administration du Projet	1,500,000.00
III. Coûts annexes directs	2,500,000.00
6.1. Audits du projet	375,000.00
6.2 Suivi et évaluation	500,000.00
6.3 Suivi de l'environnement	200,000.00
IV. Imprévu	1,425,000.00
	65,000,000.00

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consiste à réaliser l'audit des états financiers du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III, exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), à travers à travers l'Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID)/Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA, afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Flux de Trésorerie pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2019.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA). Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants:

- A. Déterminer si les états financiers du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III, exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) / Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA, présentent fidèlement, à tous égards importants, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019, les flux de trésorerie du Projet, et les investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement Non Remboursable et aux principes comptables applicables.

- B. Examiner et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C. Fournir des commentaires et observations sur les registres comptables, les systèmes et contrôles qui ont été examinés pendant l'audit.
- D. Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- E. Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables :

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la BID et, à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Projet et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Projet.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du projet est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID durant l'exercice terminé le 30 septembre 2019.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Projet.

Sorties de fonds

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant l'exercice terminé le 30 septembre 2019 qui s'élève à \$ 1,474,398
- Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 29,488 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 17,693.

Nous avons effectué des procédures analytiques sur les salaires qui ont été testés à 100% pour un montant de \$306,625.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante : (i) les éléments de grande valeur par rapport au seuil de signification et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 9 et totalisent un montant de \$ 833,847 (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été limité à 13 pour un montant de \$ 71,997, conformément à notre manuel de procédure d'audit.

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 1,212,469 soit 82 % de la population totale.

- Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit aux fins de corroboration, soit pour tester les contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:
 - . nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du Projet et les registres financiers, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement ;
 - . nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de Projet; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du projet;
 - . nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
 - . nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du Projet sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire des biens est en place et régulièrement mis à jour. Pour les contrôles d'utilisation finale nous avons effectué des visites de sites pour nous assurer de l'existence des biens et /ou de leur utilisation ;

nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de Projet.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de biens (78%), de services (70%) et travaux (100%) durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes : lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés (PPM) de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Dans le cas des contrats de construction, nous avons vérifié que: a) le paiement est stipulé par les clauses du contrat entre l'Entité et le constructeur et est accompagné d'un document approprié tel que facture, rapport de décompte des travaux, rapport de la firme de supervision et l'acte de réception définitif des travaux, le cas échéant; b) qu'il y a une cohérence entre le calendrier des pièces justificatives et la date de paiement; c) que la Banque a donné sa non objection aux documents, le cas échéant.
- Dans le cas des contrats de consultants, nous avons établi : a) l'existence d'un contrat valide selon des termes de référence approuvés par la direction du projet b) la preuve de l'approbation des travaux présentés par le consultant et leur cohérence avec le contrat et les Termes de Référence (TDR); c) dans le cas d'un paiement récurrent, l'existence de l'approbation de la Direction du Projet ou du niveau compétent, conformément au règlement d'opération, comme preuve des conditions pour les paiements récurrents.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marché relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marché, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archive des PM est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Projet afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Projet et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement Non Remboursable.

- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de remboursements qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

III. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États financiers

À notre avis, à l'exception des dépenses récusées de \$ 58,874, telles que présentées à la note 8, les états financiers du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III, exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), à travers l'Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID)/ Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA, présentent fidèlement, à tous égards importants les flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019, et les investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Contrôle Interne

Nous avons examiné et évalué le contrôle interne mis en place par la Direction de la DINEPA dans le cadre de la gestion du Projet d'Eau et d'Assainissement - Port-au-Prince - III, afin d'apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d'audit appropriées dans les circonstances, dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du projet pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019 et non sur le contrôle interne.

Notre évaluation du contrôle interne de la Direction de la DINEPA nous a permis de révéler certaines lacunes, qui à notre avis, constituent des faiblesses pouvant empêcher la Direction de la DINEPA d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la direction figurant à l'état financier.

Les situations à signaler énumérées dans le rapport sur le système de contrôle interne portent sur les lacunes relevées dans ce qui suit:

Faiblesses de contrôle interne considérées comme importantes:

- Le tableau des engagements soumis aux fins de révision n'était pas complet; (Résultat # 1)
- Aucun contrôle n'est mis en place pour réconcilier la consommation d'énergie électrique facturée par l'EDH ; (Résultat # 2)

- L'inventaire des matériels en stock au 30 septembre 2019 n'est pas disponible et des déficiences ont été constatées au niveau de la gestion de l'entrepôt (Résultat # 3)
- Certaines dépenses ne sont pas adéquatement supportées ; (Résultat # 4)
- 80% de l'avance effectuées par la BID au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2019 n'ont pas été justifiées dans le délai de 6 mois établi selon les procédures de la BID; (Résultat # 5)
- Les dossiers de passations de marchés sont incomplets et ne sont pas adéquatement archivés ; (Résultat # 6)
- Aucune évidence d'évaluation de performance pour les employés du Projet n'a été retracée (Résultat # 7)

Faiblesses de contrôle interne non considérées comme importantes:

- Des feuilles de présence ne sont pas maintenues pour les employés (Résultat # 8)
- Les réconciliations bancaires ne comportent pas de date de préparation et d'approbation ; (Résultat # 9)
- Le contrôle maintenu sur les équipements du projet n'est pas suffisant. (Résultat # 10)

Nous avons observé deux (2) situations relatives aux « Dépenses récusées » et « Justification des avances » qui supposeraient des non-conformités avec les dispositions financières de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

Cette section n'est pas applicable car le projet est à sa première période d'audit.

Commentaires de la Direction

La Direction de la DINEPA a soumis ses commentaires qui ont été inscrits aux sections appropriées du rapport, après chaque recommandation.

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)

Opinion avec réserve

Nous avons audité les états financiers ci-joints du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III, exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), à travers l'Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID)/ Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR-HA, qui comprennent l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des dépenses récusées de \$ 58,874, telles que présentées à la note 8, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du flux de trésorerie du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement à Port-au-Prince-III pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et des investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement Non Remboursable et aux Directives de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la présentation des rapports financiers, telles que décrites à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Des dépenses totalisant un montant \$ 58,874 ont été récusées par la BID suite à la soumission des requêtes Nos. 5 et 6, telles que présentées à la Note 8.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (NIA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet d'Eau et d'Assainissement-Port-au-Prince-III, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction de la DINEPA est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'Accord de Financement Non Remboursable et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'institution.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés

Pétion-Ville, le 31 janvier 2020

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	<u>Notes</u>	<u>Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019</u>
Montants Reçus		
Accumulés en debut d'exercice		\$ -
Durant l'exercice		
Décaissements de la BID	(Note 5)	1,722,557
Total des Montants Reçus		<u>1,722,557</u>
Dépenses Effectuées		
Accumulés en debut d'exercice		-
Durant l'exercice		
Paievements directs - Requêtes Nos 2 et 3		53,913
Dépenses soumises et en attente de justification (Requête No.6)		129,316
Dépenses non encore soumises (Requête No 5)	(Note 7)	1,232,295
Dépenses récusées	(Note 8)	58,874
Total des Dépenses Effectuées		<u>1,474,398</u>
Excédent des montants reçus sur les dépenses effectuées (des dépenses effectuées sur les montants reçus)		248,159
Encaisse, au début de l'exercice		-
Redressement de conversion de devises	(Notes 2 & 6)	(6,512)
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Note 3)	<u>\$ 241,647</u>

Coordonnateur Général du Projet

Spécialiste Financier du Projet

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

12

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

AU 30 SEPTEMBRE 2019

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	INVESTISSEMENTS	
	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019	Cumulés au 30 septembre 2019
	BID	TOTAL
Renforcement institutionnel du CTE-RMPP	\$ 501,468	\$ 501,468
Appui à l'exploitation et à l'entretien du CTE-RMPP	478,748	478,748
Investissements dans des ouvrages d'eau potable	323,207	323,207
Ouvrages ruraux en eau	-	-
Administration du projet	170,975	170,975
Coûts annexes directs	-	-
Imprévus et urgences	-	-
TOTAL	\$ 1,474,398	\$ 1,474,398

Coordonnateur Général du Projet

Spécialiste Financier du Projet

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2019

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. DESCRIPTION DU PROJET

Le 4 décembre 2017, la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un Accord de Financement Non Remboursable No. 4353 / GR-HA pour coopérer à l'exécution du Projet d'Eau et d'Assainissement à Port-au-Prince-III. Le projet est devenu éligible au premier décaissement en date du 18 juillet 2018 avec une durée de cinq (5) ans, et le dernier décaissement étant fixé au 20 décembre 2022.

Le projet est exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers son Office Régional d'Eau Potable et d'Assainissement de l'Ouest (OREPA OUEST) et son Centre Technique d'Exploitation de la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (CTERMPP). L'OREPA Ouest sera responsable de l'exécution des composantes 1, 2 et 3 du Projet. Le Département rural de la DINEPA, dirigé par son coordonnateur, sera responsable de l'exécution de la composante 4 du Projet.

L'objectif global du Projet est d'améliorer la qualité de vie et les conditions sanitaires de la population de Port-au-Prince et des communautés rurales, via l'offre de services durables d'eau et d'assainissement. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) d'améliorer la couverture en eau et assainissement, la qualité du service et les pratiques d'hygiène à Port-au-Prince ; (ii) d'améliorer la couverture en eau et l'hygiène dans des zones rurales affectées par l'Ouragan Matthew et à l'OREPA Ouest; (iii) d'améliorer la viabilité financière du CTERMPP; et (iv) d'arriver à une réglementation effective du secteur par la DINEPA et à la déconcentration de l'OREPA Ouest. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes:

a) Composante I. Renforcement institutionnel du CTE-RMPP, de l'OREPA Ouest et de la DINEPA

Cette composante financera le recrutement d'experts internationaux, suivant un processus d'appel d'offres international, à des postes clés au CTE-RMPP, comme la production et la distribution d'eau, sur la base d'une nouvelle modalité de gestion à sélectionner en 2017.

b) Composante II. Appui à l'exploitation et à l'entretien

Cette composante financera les frais d'exploitation et d'entretien du CTE-RMPP (énergie, chlore, et équipement de réparation) qui ne peuvent être couverts par ses revenus annuels actuels.

c) Composante III. Investissements dans des ouvrages urbains d'eau potable et d'assainissement

Cette composante financera la réhabilitation du réseau public d'eau, y compris l'amélioration de la distribution d'eau et l'extension du réseau. Cette composante financera également la réfection du réservoir de Bolosse, la construction d'un nouveau réservoir d'environ 2,000 m³ à Vivy-Mitchell, environ 33,000 nouvelles connexions individuelles, et environ 95 kiosques nouveaux ou réhabilités, ainsi que l'amélioration de la distribution d'eau à Cite Soleil et les avant projets détaillés pour des travaux d'eau potable dans la Région métropolitaine de Port-au-Prince (RMPP).

Le coût total du Projet est estimé à soixante-cinq millions de Dollars (65,000,000 USD). Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par catégorie d'investissement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Catégories Budgétaires	Montant Approuvé
I. Coûts Directs	61,000,000.00
1. Renforcement institutionnel du CTE-RMPP, de l'OREPA et de la DINEPA	12,000,000.00
2. Appui à l'exploitation et à l'entretien	2,500,00.00
3. Investissements dans des ouvrages urbains d'eau potable et assainissement	39,500,000.00
4. Investissements en ouvrages ruraux d'eau	7,000,00.00
II. Administration du Projet	1,500,000.00
5. Administration du Projet	1,500,000.00
III. Coûts annexes directs	2,500,000.00
6.1. Audits du projet	375,000.00
6.2 Suivi et évaluation	500,000.00
6.3 Suivi de l'environnement	200,000.00
IV. Imprévu	1,425,000.00
	<u>65,000,000.00</u>

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des décaissements sur compte (dénommés Avances de Fonds) et des paiements directs aux fournisseurs, effectués par la BID.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés dans un rapport séparé à titre d'information.

Monnaies

Les livres du projet sont tenus en gourdes et les états financiers sont présentés en dollars américains.

Les décaissements en gourdes sont convertis en dollars américains, selon un taux de change calculé au prorata du solde en banque obtenu suite à toute nouvelle vente de devises. Les taux ainsi calculés ont varié de G 82.43 à G 93.2821 pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2019 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur à cette date, soit Gourdes G 93.3162 pour un (1) dollar américain. Le redressement résultant de cette conversion est présenté séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Projet d' Eau Potable et d'Assainissement, exécuté par la DINEPA, qui est un organisme sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. ENCAISSE

Le solde de l'encaisse au 30 septembre est ainsi constitué :

<u>Au 30 septembre 2019</u>				
<u>Gourdes</u>				
<u>Converties en</u>				
<u>Gourdes</u>	<u>Dollars U.S</u>	<u>Dollars U.S</u>	<u>Total U.S</u>	
. BRH-Gourdes 111272338	G 4,049,957	\$ 43,406	\$ -	\$ 43,406
. BRH-Gourdes 111272352	4,794,841	51,383	-	51,383
. BRH-Dollars 111072349	-	-	146,130	146,130
. BRH-Dollars 111072363	-	-	728	728
Total	<u>G 8,844,798</u>	<u>\$ 94,789</u>	<u>\$ 146,858</u>	<u>\$ 241,647</u>

4. RÉCONCILIATION DES MOUVEMENTS SUR LES COMPTES DÉSIGNÉS AU 30 SEPTEMBRE 2019

Le solde des comptes désignés au 30 septembre 2019 d'un montant de \$ 241,647 se résume comme suit:

. Solde des comptes désignés au 18 juillet 2018	\$ -
. Avance de fonds (Requête No. 1)	<u>1,668,644</u>
Total des fonds disponibles sur les comptes désignés	<u>1,668,644</u>
. Montants décaissés sur les comptes désignés:	
. Dépenses totales de la période	(1,474,398)
. Paiements directs de l'exercice	<u>53,913</u>
Total des montants décaissés sur les comptes désignés	<u>(1,420,485)</u>
. Mouvement de l'exercice	248,159
. Redressement de conversion de devises de l'exercice	<u>(6,512)</u>
Solde des comptes désignés au 30 septembre 2019	<u>\$ 241,647</u>

5. DÉCAISSEMENTS DE LA BID

Au 30 septembre 2019, dans le cadre du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement -Port-au-Prince -III, Accord de Financement Non Remboursable No. 4353/GR – HA, la BID a contribué au projet un montant total de \$ 1,722,557, soit 3% du montant prévu à sa participation au projet:

	18 juillet 2018 au 30 septembre 2019	TOTAL au 30 septembre 2019
. Contributions	\$ 1,668,644	\$ 1,668,644
. Paiements Directs	<u>53,913</u>	<u>53,913</u>
Total	<u>\$ 1,722,557</u>	<u>\$ 1,722,557</u>

6. REDRESSEMENT DE CONVERSION DE DEVICES AU 30 SEPTEMBRE 2019

Le redressement de conversion de devises au 30 septembre 2019 est composé du redressement de conversion calculé pour la période allant du 18 juillet 2018 au 30 septembre 2019, d'un montant de \$ 6,512, déterminé comme suit :

Mouvement de Trésorerie de l'exercice terminé au 30 septembre 2019				
		Gourdes Converties en		
	Gourdes	Dollars U.S	Dollars U.S	Total U.S
Avance de fonds	G -	\$ -	\$ 1,668,643	\$ 1,668,643
Contribution paiements directs	-	-	53,913	53,913
Transfert (Ventes de devises)	97,965,993	1,146,966	(1,146,966)	-
Dépenses de l'exercice	(89,121,195)	(1,045,667)	(428,732)	(1,474,399)
Solde de l'encaisse au début de l'exercice	-	-	-	-
Total au 30 septembre 2019	<u>G 8,844,798</u>	<u>\$ 101,299</u>	<u>\$ 146,858</u>	<u>\$ 248,157</u>
Solde de l'encaisse au 30 septembre 2019	<u>G 8,844,798</u>	<u>\$ 94,788</u>	<u>\$ 146,858</u>	<u>\$ 241,646</u>
Écart taux de change		<u>\$ 6,511</u>		

7. DÉPENSES NON ENCORE SOUMISES

Au 30 septembre 2019, les dépenses effectuées, non encore soumises à la BID par la DINEPA dans le cadre du projet, totalisent un montant de \$ 1,287,128 qui ont été soumises, par la suite, à la requête No. 5. Ce montant est réconcilié comme suit :

. Dépenses encourues durant l'exercice	\$ 1,474,398
. Paiements directs (Requêtes Nos 2 et 3)	(53,913)
. Requête de justification soumises et en attente de justification	
- Requête No. 6)	<u>(133,357)</u>
Total	<u>\$ 1,287,128</u>

8. DÉPENSES RÉCUSÉES PAR LA BID

Au 30 septembre 2019, des dépenses totalisant un montant de \$ 58,874 ont été récusées par la BID. Ces dépenses sont indiquées dans les requêtes suivantes:

	<u>Montants Soumis</u>	<u>Montants Acceptés</u>	<u>Montants Récusés</u>
Requête No 6	\$ 133,357	\$ 129,316	\$ 4,081
Requête No 5	<u>1,287,128</u>	<u>1,232,295</u>	<u>54,833</u>
Total	<u>\$ 1,420,485</u>	<u>\$ 1,361,611</u>	<u>\$ 58,874</u>

9. AVANCES DE LA BID EN ATTENTE DE JUSTIFICATION

Au 30 septembre 2019, le montant des avances en attente de justification par la BID, tel que présenté au WLMS 1 par la BID s'élève à \$ 1,668,644 et est composé de l'avance initiale reçue de la BID à la requête No. 1.

10. SUIVI DE LA NUMÉRATION DES REQUÊTES

La requête No. 1 constitue une demande d'avance de fonds. La requête No. 4 a été annulée. La requête 5 n'est pas encore soumise au 30 septembre 2019.

11. ÉTAT DES SOLDES BUDGÉTAIRES

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

12. RÉCONCILIATION PAR CATÉGORIE D'INVESTISSEMENTS ENTRE LES REGISTRES DU PROJET ET LES REGISTRES DE LA BID

La réconciliation du Loan Management System (LMS) avec le tableau d'Investissements est présentée à l'Annexe II.

13. TABLEAU DES EQUIPEMENTS

Au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2019, l'OREPA Ouest a fait l'acquisition de certains biens. Le tableau de ces équipements et matériels est présenté à l'Annexe III.

14. ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2019, le solde des engagements contractés dans le cadre du Projet s'élève à des montants de HTG 72,429,308, et US \$1,444,957. Le tableau des engagements est présenté à l'Annexe IV.

15. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

En préparant les états financiers, la Direction de la DINEPA a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2019 et le 31 janvier 2020, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis. Sur la base de la revue des événements subséquents, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

SOLDES BUDGÉTAIRES

AU 30 SEPTEMBRE 2019

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	SOMMES BUDGÉTISÉES	INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 30 SEPTEMBRE 2019	SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2019
Renforcement institutionnel du CTE-RMPP	\$ 12,000,000	\$ 501,468	\$ 11,498,532
Appui à l'exploitation et à l'entretien du CTE-RMPP	2,500,000	478,748	2,021,252
Investissements dans des ouvrages d'eau potable	39,500,000	323,207	39,176,793
Ouvrages ruraux en eau	7,000,000	-	7,000,000
Administration du projet	1,500,000	170,975	1,329,025
Coûts annexes directs	1,075,000	-	1,075,000
Imprévus et urgences	1,425,000	-	1,425,000
TOTAL	\$ 65,000,000	\$ 1,474,398	\$ 63,525,602

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
RÉCONCILIATION DU LMS 1 AVEC L'ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS
AU 30 SEPTEMBRE 2019
(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

ANNEXE II

	BUDGET	DÉPENSES TOTALES AUX LIVRES	DÉPENSES PRÉSENTÉES AU LMS 1 AU 30 SEPTEMBRE 2019	DIFFÉRENCE
Renforcement institutionnel du CTE-RMPP	\$ 12,000,000	\$ 501,468	\$ -	\$ 501,468
Appui à l'exploitation et à l'entretien du CTE-RMPP	2,500,000	478,748	-	478,748
Investissements dans des ouvrages d'eau potable	39,500,000	323,207	53,913	269,294
Ouvrages ruraux en eau	7,000,000	-	-	-
Administration du projet	1,500,000	170,975	-	170,975
Coûts annexes directs	1,075,000	-	-	-
Imprévus et urgences	1,425,000	-	-	-
TOTAL	\$ 65,000,000	\$ 1,474,398	\$ 53,913	\$ 1,420,485 ⁽¹⁾

(1) Cette différence est composée comme suit:

· Dépenses soumises et non encore justifiées par la BID (Requête No. 6)	\$ 129,316
· Dépenses non encore soumises à la BID au 30 septembre 2019 (Requête No. 5)	1,232,295
· Dépenses récusées	58,874
	\$ 1,420,485

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MITPC)
 DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
 PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III
 ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA
 DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
 TABLEAU DES EQUIPEMENTS
 AU 30 SEPTEMBRE 2019

Description du bien / de l'infrastructure	Date d'achat / de réception définitive	Montant total du bien/de l'infrastructure			Code d'inventaire (pour les biens uniquement)	Localisation	Financement	Récipiendaire/ Gestionnaire (si autre que l'agence d'exécution) – préciser si contrat ou autre document de cession, de délégation de gestion... a été signé	Etat actuel (neuf, TBE, BE, état moyen, dégradé, hors d'usage, ne sait pas)	Activités de contrôle technique, entretien, réparation réalisées au cours de la période de reporting (quoi, date, coût)	Activités de contrôle technique, entretien, réparation prévues au cours du prochain semestre / de l'année	Commentaires
		Monnaie des dépenses et montant	Taux (BRH)	Equivalent dépenses en monnaie du projet								
Acquisition de Tel Portable OREPA Nord	1-Jul-19	43,681.15	93.0376	469.50	1	Grand Nord	BID	OREPA Nord	Neuf			
Acquisition de Tel Portable/Resp Adm URD Ouest	5-Jul-19	16,300.00	93.1429	175.00	1	Orepa Ouest	BID	OREPA Ouest	Neuf			
Acquisition Inverter	21-Jun-19	396,423.42	83.6866	4,737.00	1	Grand Nord	BID	OREPA Nord	Neuf			
1 Classeur Metalique	15-Apr-19	93,500.00	83.6866	1,117.26	1	Dinepa/Ress. Humaines	BID	Orepa Ouest	Neuf			
1 laptop Chef Projet Nord	26-Aug-19	143,205.37	93.2821	1,535.19	1	Grand Nord	BID	OREPA Nord	Neuf			
1 laptop Dell Dinepa	15-Apr-19	91,822.50	83.69	1,097.17	1	Bur Central Dinepa	BID	Orepa Ouest/Dinepa	Neuf			
1 cell phone DAB Dinepa	16-Apr-19	38,715.00	83.69	462.60	1	Bur Central Dinepa	BID	Orepa Ouest/Dinepa	Neuf			
1 boîtier et clavier externe Dinepa	7/9/2019	95,617.50	93.2821	1,025.04	1	Bur Central Dinepa	BID	Orepa Ouest/Dinepa	Neuf			
100 Nodes Kapersky	7/24/2019	470,250.00	93.2821	5,041.16	1	Bur Central Dinepa ET Orepa Ouest	BID	Orepa Ouest/Dinepa/\	En cours de fonctionnement			
1 ordinateur Direct Orepa Ouest	8/21/2019	92,894.22	93.2821	995.84	1	Orepa Ouest	BID	OREPA Ouest	Neuf			
Acquisition 1 laptop	13 Aout 19	92,862.85	93.3295	995.00	1	Directeur OREPA Ouest	BID	OREPA Ouest	Neuf			
Achat de 12 téléphones pour personnel du projet	05 avril 18	189,622.60	83.0797	2,340.00	\$	Equipe Projet PauP III	BID	OREPA Ouest	Neuf			11 neuf et 1 hors d'usage
Achat l'imprimante All in One	13 may 18	29,993.00 \$	87.4607	2,623.209	\$	Comptabilité	BID	OREPA Ouest	Neuf			
3 LAPTOPS DELL+ 3 MOUSE	20-may-18	280,145.48 \$	89.1899	3,141.00	\$	Equipe Projet PauP III	BID	OREPA Ouest	Neuf			
WIRELESS+ 4 BAG LAPTOP												
Acquisition de 2 laptops et de 2 souris Wireless /Pers Projet J Michel & K E. Theluma	7/2/2019	179,605.50 \$	92.2229	1,934.00	\$	Equipe Projet PauP III	BID	OREPA Ouest	Neuf			
ACHAT DE 2 classesurs, 2 bureaux et 2 futeuils BUREAU POUR LE PROJET	26 Aout 19	182,875.00	93.3238	1,959.58	\$	Equipe Projet PauP III	BID	OREPA Ouest	Neuf			
Grd Total				2,650,234.11								

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT À PORT-AU-PRINCE – III

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4353/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

TABEAU RÉCAPITULATIF DES ENGAGEMENTS

AU 30 SEPTEMBRE 2019

TABEAU RÉCAPITULATIF DES ENGAGEMENTS EN MONNAIE DE L'ACCORD DE FINANCEMENT / DOLLARS USD

BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS ENGAGÉS	MONTANTS DÉCAISSÉS	MONTANTS À PAYER
GROUPEMENT MSC TRADING, PREBLE-RISH et MATERIALES DE FUNDITION S.A	\$ 286,669	\$ 236,438	\$ 50,231
GECA-INCATEMA-SOHECO	1,257,042	53,913	1,203,129
MARCTECH CONSTRUCTION	180,197	-	180,197
ACCESS HAITI S.A	13,200	1,800	11,400.00
TOTAL	\$ 1,737,109	\$ 292,151	\$ 1,444,957

TABEAU RÉCAPITULATIF DES ENGAGEMENTS EN MONNAIE DE L'ACCORD DE FINANCEMENT / GOURDES

RE.EL Technology	G 337,633	G -	G 337,633
CERBERE S.A.	465,647	255,584	210,063
Express Gaz	2,988,000	-	2,988,000
Elisabeth Paula Dominique Delatour	480,000	480,000	-
M. Francois FALANT	609,650	609,650	-
Martha N.Lolagne	3,420,000	1,710,000	1,710,000
MARCTECH CONSTRUCTION	15,708,554	-	15,708,554
Frantz Elie	162,500	-	162,500
Richard Gauthier	125,164	-	125,164

ANNEXE IV

Cabinet LESCOT	140,000	-	140,000
Richard Gauthier	156,852	156,852	-
Frantz Elie	65,500	65,500	-
CEIS	4,795,756	-	4,795,756
UNIGESTION HOLDING S.A	258,720	194,240	64,480
BECSFAR S.A	191,400	191,400	-
Jose Antonio Quero Tito	2,885,640	1,301,479	1,584,161
UNIGESTION HOLDING S.A	370,062	259,182	110,880
Coutilien Piquion	1,393,100	417,929	975,171
GECA-INCATEMA-SOHECO	43,855,857	1,131,835	42,724,022
MARCTECH CONSTRUCTION	4,175,923	-	4,175,923
TOTAL	G 82,585,957	G 6,773,651	G 75,812,306